

Le budget—M. Blenkarn

M. Penner: Monsieur le Président, je tiens simplement à terminer en disant que le ministre des Finances a prétendu dans son discours que nous devrions tous être satisfaits de ce que le taux d'inflation soit au moins retombé à 4 p. 100, et que c'est beau tout cela parce que maintenant nous avons plus d'argent à dépenser! Mais ce qu'il ne nous a pas dit, c'est que le taux d'inflation était le plus élevé de tous les pays du Groupe des 7. Il ne nous a pas dit que sur ces 4 p. 100 d'augmentation du taux d'inflation, il y a deux à trois points qui sont causés directement par la charge fiscale qu'il a imposée aux citoyens canadiens.

Il soutient dans son discours que les Canadiens ont maintenant plus de revenu disponible. Et il ne dit pas que les Canadiens ont vu augmenter leurs impôts de 52 p. 100 depuis qu'il est ministre des Finances. Je parle de la famille canadienne moyenne. Cet argument du taux d'inflation qui profite aux Canadiens, cela sonne creux également.

M. le vice-président: Reprise du débat. Le député de Mississauga-Sud (M. Blenkarn).

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, je me réjouis d'entendre le point de vue de l'opposition au sujet de ce budget plutôt satisfaisant, du 18 février. En fait, les commentateurs des diverses régions ont vanté la qualité de ce budget et la compétence de notre ministre des Finances (M. Wilson) et du président du Conseil du Trésor (M. de Cotret). En quelques mots, même si l'opposition n'y voit pas grand-chose de positif, il s'agit là du budget d'un gouvernement conscient de ses responsabilités.

Le budget indiquait que notre déficit par rapport au produit national brut était en baisse de 39 p. 100 et que nos besoins d'emprunt avaient également diminué de 42 p. 100 par rapport au PNB. Dans *The Fiscal Monitor* de mars 1987, on peut lire ces trois paragraphes au sujet du budget:

Pour les neuf premiers mois de l'exercice 1986-1987 (avril à décembre), le déficit budgétaire se situait à 20,6 milliards, soit 3,5 milliards de moins que pour les trois premiers trimestres de l'exercice 1985-1986. La réduction annuelle du déficit continue à refléter la croissance de notre économie, la limitation des dépenses et les répercussions des mesures budgétaires antérieures... les besoins financiers, à l'exclusion des transactions sur le marché des changes, ont baissé de 8,8 milliards par rapport à la même période il y a un an... les besoins financiers totaux, y compris les transactions sur le marché des changes, s'élevaient à 18,2 milliards, soit 6,4 milliards de moins que pour les trois premiers trimestres de 1985-1986.

Ça, c'est une gestion remarquable et les députés d'en face devraient le signaler. Les critiques dont ils nous ont abreuvés ne sont ni justes ni méritées.

Les temps n'ont pas été faciles au Canada au cours des douze ou dix-huit derniers mois. Le prix du pétrole a fortement baissé, passant de 32 \$ le baril à seulement 10 \$ le baril à un moment donné, et je parle de dollars américains. Cela signifie environ 1,5 milliard de dollars de recettes fiscales perdues auprès des sociétés pétrolières. Cela a aussi entraîné une diminution sensible des activités de forage auxquelles se livre l'industrie pétrolière.

• (1520)

La situation n'a pas été facile dans les gisements pétrolifères, ni dans les mines. Le prix du cuivre est à son plus bas

depuis la grande dépression. Les prix du plomb, du nickel et du zinc ont atteint des niveaux tellement bas que c'en est presque incroyable. Le commerce du grain, non seulement du blé mais des autres céréales, donne lieu à une concurrence féroce dans le monde entier. On a donc dû vendre du grain à un cours mondial bien inférieur à celui qu'on aurait pu raisonnablement escompter. En conséquence, la situation n'a pas été facile.

Je vous rappelle, monsieur le Président, que les Canadiens ont toujours été qualifiés de coupeurs de bois et de porteurs d'eau. Notre bois et notre eau—nos matières premières, notre sol, nos forêts et nos mines—n'ont pas rapporté ce qu'ils auraient dû nous rapporter, ce que nous étions normalement en droit d'attendre de leur exploitation. En dépit de ce piètre rendement du secteur primaire et des denrées, le PNB a quand même augmenté de plus de 3 p. 100. En fait, le taux de croissance a excédé celui de tous les pays de l'OCDE, ce qui constitue un rendement remarquable. Les députés d'en face devraient le signaler.

Le taux de change témoigne de ce rendement remarquable que nous avons réussi à obtenir. La valeur du dollar canadien a augmenté considérablement depuis le premier de l'an. Ce rendement remarquable se reflète dans la chute des taux d'intérêt au-dessous de leurs niveaux de 1972 et de 1973. Plus de 200 000 maisons seront construites au cours de cette seule année. C'est remarquable. Pourtant, nous entendons des députés des autres partis murmurer, déblatérer contre le Canada et déclarer à quel point ils y trouvent la situation terrible.

La vie a été difficile dans certaines régions du pays. Dans les régions où la prospérité dépend de l'exploitation des ressources, les gens ont eu la vie dure et le niveau de chômage y est assez élevé. C'est un problème auquel nous devons nous attaquer, mais nous admettons qu'il existe et nous nous en occupons. Voilà pourquoi le gouvernement a accordé récemment 350 millions de dollars au secteur pétrolier de l'Alberta. Voilà pourquoi il a dépensé un milliard de dollars pour tenter de ranimer la production céréalière et d'aider les céréaliculteurs. Il est faux de dire que nous ne faisons rien pour améliorer la situation, car nous intervenons pour atténuer les difficultés du marché des denrées et de certaines régions de notre pays où la croissance est presque nulle.

La situation sur les marchés internationaux, du moins nous l'espérons, va s'améliorer. Ce n'est tout de même pas de la faute du gouvernement si ces marchés sont en difficulté. Il fait ce qu'il peut pour améliorer la situation mais le gouvernement ne saurait y parvenir tout seul. Il nous faut conclure de nouveaux accords internationaux sur les ressources, de façon que les pays ne continuent pas à se concurrencer les uns les autres en bradant leur patrimoine.

J'aimerais dire un mot des réformes de la Chambre des communes, car selon moi elles sont importantes pour le Parlement et on devrait insister là-dessus dans le débat sur le budget. Je suis particulièrement impressionné par la façon dont le système des comités fonctionne. Les parlementaires ont ainsi une meilleure idée de la façon dont fonctionnent les ministères.